

L'adhésion de pays d'Europe Centrale et Orientale (Peco) a la zone Euro

L'Europe se fera par la monnaie ou ne se fera pas écrivait des 1949 Jacques Rueff, grand économiste français. Comment mieux exprimer le désir d'une union plus étroite entre les peuples d'Europe que par monnaie unique.

En 2002 les 12 pays de UE (Union Européenne) avaient mis en pratique le idée de intégration monétaire implique l'euro après le long et dure processus de adaptation. Maintenant, le douze nouveaux Etats membres d'Europe Centrale et Orientale (PECO) se trouvent dans l'obligation d'adopter la devise européenne. Selon de acte relatif aux conditions d'adhésion a' l'union européenne chacun des nouveaux Etats membres ont participé a'l'union économique et monétaire et ils ont obligation d'adopter l'euro a' compter de la date d'adhésion: alors le 1 ers mai 2004 le dix nouveaux Etats membres et 1 premier janvier 2007 aussi la Romaine et la Bulgarie. La date définitive de introduction de euro n'est pas fixée pour aucun pays, mais avant d'adaptation la monnaie unique, ils doivent participer au mécanisme de change européenne 2 (MCE 2) – l'antichambre de l'euro, pendant une période minimale de deux ans.

Pour participe à l'Union Economique et Montataire (l' U.E.M) les Pays de Europe Centrale et Orientale doivent accomplissement de leurs obligations pour adhésion. La Commission et la BCE se sont engage a faire regulirement un rapport au Conseil sur les progrès faits par les Etats membres leuquelle vérifièrent si les législations national sont compatibles avec les conditions d'entre. Pour devenir membre de la zone euro, les dix nouveaux Etats membres doivent suivre exactement la même procédure que leurs douze prédécesseurs. En effet, l'entrée dans la zone euro des nouveaux état membres d' l'UE est conditionnée par le respect des critères de convergence que sont suivants :

Inflation – le taux d'inflation de PECO ne doit pas dépasser 1,5% du taux d'inflation moyen des trois Etats membres de l'Union Economique et Monétaire présentant le meilleur taux.

Deficit public – le deficit annuel d'un Etat ne doit dépasser 3% de son PIB. Le déficit public incluant, selon les normes européennes, le budget de l'Etat, mais aussi les résultats de la Sécurité' sociale, de l'assurance-chômage et des collectivités locales. Le respect du critère

au déficit budgétaire autorisé est impératif, en ce sens que le moindre dépassement au-delà des 3% du PIB peut être sanctionné.

Dettes publiques – les pays PECO aspirant à l'adhésion doivent ajuster leur endettement à un taux inférieur à 60% de leur PIB. Cependant, on peut faire une exception si l'endettement public; «diminue suffisamment et s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant». Cette à dire que le traité de Maastricht n'exige pas que les dettes publiques atteignent en effet le niveau de 60% ; il est simplement exigé qu'elles évoluent dans la bonne direction.

Taux d'intérêt – les taux d'intérêt nominaux à long terme ne doivent pas dépasser de plus 2% la moyenne des taux d'intérêt à long terme des trois pays présentant les taux d'inflation les plus bas. Comme les taux d'intérêt ne diffèrent plus d'un pays à l'autre avec les taux le plus bas on peut admettre que le taux d'inflation restera durablement bas selon l'estimation de marchés financiers.

Taux de change – la monnaie de pays PECO candidat à l'Union Monétaire doit être solide avant l'adhésion. Cela signifie que son devise doit avoir respecté depuis au moins deux ans consécutives les marges de fluctuations du Système Monétaire Européen (SME) : la marge de fluctuation standard a été fixée à plus ou moins 15% par rapport à un taux pivot.

On doit ajouter que tous les pays de PECO doivent introduire l'indépendance complète de leur banque centrale. Cette à dire que avant d'entrer dans l'UEM leur banque centrale opérait de façon indépendante et décidait indépendamment de l'émission de leur monnaie. L'indépendance de la banque centrale est sans doute une condition nécessaire à une bonne maîtrise des prix: l'analyse économique indique que il y a une bonne corrélation entre le degré d'indépendance de la banque centrale et la faiblesse du taux d'inflation¹. Après l'adhésion à la zone Euro les banques centrales de PECO devront accepter le transfert de compétences exigées par le passage à la monnaie unique, alors ils perdront l'initiative de la politique monétaire et le droit d'émission de la monnaie nationale.

Quoique l'entrée dans la zone euro de PECO suppose de remplir les critères de convergence, ils ne sont pas de même nature et ne peuvent donc pas être à mon avis mis aux mêmes niveaux. La convergence des taux d'inflation apparaît comme la condition essentielle de la stabilité donc des taux de change et des taux d'intérêt sont plus des éléments de vérification de cette stabilité que des vrais critères de convergence. Les critères budgétaires sont aussi très importants parce que il faut éviter des financements inflationnistes des déficits publics et les

¹ P. Riche, Ch. Wyplosz, *L'Union monétaire de l'Europe*, Paris 1993, p. 72-74.

effets négative des déficits excessifs de certains pays PECO sur le fonctionnement du marché unique et sur les financement des autres membres de l'EU. Le chiffre de 3% pour le déficit public parait raisonnable: ni trop restrictif ni trop lâche.

Tableau No 1. Croissance et taux de chômage en pays Peco

	Croissance du PIB				PIB relatif par tête	Part de chômage	Taux de l'emploi Agricole en %
	Moyenne annuelle, en %						
	1996-2000	2001-2005	2006	2007			
EU-12	2,7	1,4			100	8,4	4,5
Peco-8	4,2	3,8			52,9	12,0	12,0
Pologne	5,4	3,0	5,8	6,4	53,3	11,2	16,2
Hongrie	4,0	4,0	4,1	3,9	65,8	5,1	7,7
Rep.Tcheque	1,5	3,6	5,9	6,1	78,9	4,2	7,7
Slovaque	3,7	4,9	8,2	8,3	62,6	13,9	15,5
Slovénie	4,4	3,4	4,8	5,2	86,9	10,5	6,3
Estonie	5,6	7,6	11,6	11,9	67,6	5,7	7,0
Lettonie	5,4	8,1	12,5	11,4	55,4	12,7	8,4
Lituanie	4,2	7,6	12,5	7,5	57,0	15,8	7,1
Bulgarie			6,6	7,7	36,4	8,0	
Romania			7,9	6,1	37,4	6,0	

Européen Competitiveness Report, Brussels Européen Communities 2007, p.27

Note : Eurostat. 1-pour rattrape le PIB par tête de l'actuelle zone euro en 25 ans

Dans la table 1 nous voyons que les pays Peco ont une croissance vigoureuse depuis de la moitié d'années 1990: 4,2% l'an de 1996 a 2000; 3,8% de 2001 a' 2005, soit 2,4% points plus que la zone euro. En 2006 le produit intérieur brut (PIB) en PPA attendait niveau 52,9% de celui de la zone euro (montre 41,1% en 1995) allons 44,1 pour la Lettonie, Pologne – 46,7, Lituanie – 48,1, Slovaquie – 51,1, Estonie – 52,4 Hongrie – 58,3, jusque 69,1 pour la République Tchèque, et Sloveenie – 76,3. On a calculée que a ce rythme de croissance économique de pays PECO, un rattrapage du PIB par tête de la zone euro est envisageable en vingt-cinq ans, sauf peut-être pour la Pologne, Romaine et Bulgarie². Mais la Pologne, Lettonie Lithuanien, Bulgarie, Romaine avait le taux de croissance le plus élevé en 2006 et 2007. La croissance en Pologne arrivai aux niveaux annuel 5,8% en 2006 plus par rapport aux prévisions des analystes, en Romaine 7,9%, en Bulgarie 6,6%. De plus, la croissance en 2007

² C. Mathieu, H. Sterdyniak, *Les Peco sont-ils les bienvenus dans la zone euro?* Problèmes économique, mercredi 20 décembre 2006, bimensuel no 2913, p. 30-31.

était encore plus rapide: elle attendait 11,9% en Lettonie, 11,4% en Estonie, 8,3% en Slovaquie, 6,1% en Roumanie, 7,5% en Lituanie, 6,4% en Pologne 7,7%, en Bulgarie et 6,1% en Rep. Tchèque, en Hongrie – 3,9%. En premier trimestre de 2007 la production industrielle en Pologne augmenta plus que 7%. D'après l'évaluation du ministre des Finances de la Pologne le PIB devrait augmenter en 2008 de 5,5%, en 2009 – 5,2% et 5,0% en 2010. Il faut toutefois noter une forte reprise de l'investissement en Pologne, qui a augmenté de 16,7% en 2006 et avoisinait 20% du PIB en 2007. Cette augmentation de l'investissement peut également pérenniser la croissance: la croissance est aujourd'hui plus saine que quelques années avant car elle repose sur la consommation des ménages et sur l'investissement matériel. Deux pays: Pologne et Slovaquie – connaissent des taux de chômage élevés par rapport aux autres PECO et aussi 15 pays membres de l'UE. Mais le taux de chômage en Pologne constamment diminue: au début de notre adhésion à l'UE atteint presque 20% mais en 2007 baisse à 11,2% et il y a la prédiction du Banc National Polonais que dans ce rythme de croissance économique notre taux de chômage pourra être inférieur que 10% les prochaines années. La Pologne, la Lituanie, Lettonie, la Roumanie et la Bulgarie ont encore un nombre important d'agriculteurs: trois ou quatre fois plus que le nombre moyen pour toute l'UE (4,5%).

Tableau 2. Inflation et taux d'intérêt

En	2006 /2007	Inflation		Taux long	
		2006	2007	2006	2007
UE-12,15		2,4	3,2	4,1	4,0
Pologne		1,4	2,2	5,6	5,84
Hongrie		3,2	7,1	7,6	6,93
Rep. Tchèque		2,4	2,8	4,0	4,65
Slovaquie		5,0	2,5	5,4	4,61
Slovène		1,9	2,7	3,9	4,55
Estonie		4,5	4,6	4,2	6,59
Lettonie		6,9	9,6	4,3	8,44
Lituanie		4,4	3,7	4,3	4,94
Bulgarie		3,7	5,5		7,5
Roumanie		7,0	6,7		9,0
Critère d'entrée		2,7	2,9-3,0		6,55 6,29

Source : ICEP Européen Centre, IMF, EIU Décembre 2007

Nous voyons en tableau 2 que 2006 seulement trois pays de PECO avaient un taux d'inflation au-dessous du critère d'entrée 2,7 % à l'UEM (la Pologne, Slovaquie et République Tchèque) mais 7 pays avaient un taux d'inflation supérieur au critère d'entrée (Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie). En 2007 seulement quatre pays: la

Pologne, Rep. Tchèque, Slovaque, Slovène avait le taux de inflation au-dessous de critère d'entre 2,9–3,0 mais le six pays avait le taux de inflation supérieur au critère d'entre (Hongrie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Bulgarie, Romania). En 2007 nous avons en Pologne la fort progression salaire que était superier a l'augmentation de la productivité de travail: le pouvoir d'achat a augmente de près 11% – en effet nous rencontrons d'une nouvelle hausse de inflation. En 2007 hausse de l'inflation constituait un problème pour le nouveau gouvernement polonaise: en octobre en glissement annuel les prix les biens alimentaires augmentait de 6,6%, suivis par ceux des services de hôtellerie et de la restauration (4%), les transports (3,9%). Selon les prévisions des économistes une nouvelle hausse des prix alimentaires, proche même de 10%, n'est pas exclue au printemps 2008, émanant surtout des pays de l'Asie fort demandeurs de céréales et de viandes³. En février 2008 la Pologne avait le taux de inflation 3,03% calcul le sur la base le dernier 12 mois, cette a dire dépasse un peu le critère de entre de 3,0%

Le niveau des prix en Pologne est actuellement de 53% de celui de la zone euro, République Tchèque 54, Lituanie 52, Slovaquie 49. Selon l'effet Balassa–Samuelson entrainé à l'UE le pays avec niveau de prix d'autant plus bas qu'il est développée aura égalisé des prix des produits échangeables et plus induire les prix pour les biens non échangeables, par exemple les salaires. En effet les prix augmentent plus rapide dans les pays qui adhèrent dans la zone Euro que garde le change flexible parce que cette hausse peut être absorbée par l'appréciation de la valeur de la monnaie nationale. On estime, que l'entraîné des pays PECO dans la zone Euro induirait une hausse de 0,2% de l'inflation de la zone⁴.

Tableau 3. Le niveau de prix de pays PECO par rapport de Euro-12

Pays	Prix de consommation en % de Euro-12
1. Chypre	91
2. République Tchèque	54
3. Estonie	60
4. Hongrie	56
5. Lettonie	54
6. Lituanie	52
7. Malte	70
8. Pologne	53
9. Slovaquie	49
10. Slovenia	75

Source : Larry Neal, *The Economics of Europe and the European Union*, Cambridge 2007, p.394-396.

³ Les Echos de Pologne, No 80 Décembre 2007, p 12.

⁴ *Ibidem*, p. 3.

En 2006 tout les pays, sauf la Hongrie, qualifiée au critère de taux d'intérêt de long terme de 6,55% de pays de zone euro. Mais en 2007 a cause de inflation augmente aussi le Bulgarie, Romania, Estonie et Lettonie ne qualifie pas au critère de taux de intérêt de long terme de 6,29% calcule par rapport de dernier 12 mois. Les analystes prévoient, que le taux de référence de la banque centrale en Pologne fixe a 4,75% en 2007, et 5,25% en début de 2008 se situera fin 2008 dans un intervalle de 5,75% a 6,25%. Après le entrée dans zone euro les pays Peco auront les mêmes taux nominaux que les membres actuel. Alors on peut reproduire le exemplaire de Espagnole, que le taux d'intérêt diminuée a moite après adhésion a zone Euro influencé un boum du crédit en particulier pour l'immobilier

Tableau 4. Dettes et soldes publics

	En% du PIB solde public			Dettes publiques L'UE (1)		
	2006	2007	2008	2006	2007	2008
UE-12	2,4			70,5		
Pologne	- 3,7	3,4	3,1	45,5	49,2	50,2
Hongrie	6,7	6,4	- 4,4*	59,9	68,6	70
Rep.Tcheque	- 3,2	3,4	2,7*	31,5	31,1	29,1
Slovaquie	- 2,7	- 2,7	-2,9	34,3	30,4	31,8
Slovénie	- 1,9	- 1,01	-0,9	47,6	25,7	
Estonie	1,4	+3,0	3,6	3,2		
Lettonie	- 1,0	+15,8		11,3	8,8	
Lituanie	- 0,6	- 0,9		18,9	15,7	
Bulgarie	0,5	+ 3,0		22,8	18,2	
Romania	- 1,0	- 2,7		12,4	21,4	20
Critère				60		
D'entrée	-3,0					

1. impact budgétaire de l'accession. Sources : Commission européenne, Euroframe-en 2006*
According to prediction by the Economist, January 12th 2008

La monnaie unique n'est possible que si le budget nationaux de pays Peco sont soumis a une sérieuse discipline. En 2004 dix Etat membres de l'UE enregistrait des déficits de plus de 3% du PIB. Dans le cadre de progresse économique de pays de UE les efforts d'assainissement budgétaire accomplis et le deficit public de tout pays de l'UE est retombe de 2,4% du PIB en 2006 a 1,7% en 2007. Mais cette réduction passée dans les 15 pays UE et quelques pays Peco: les pays de Baltés et Bulgarie, Romania et Slovénie. Nous voyons de tab. 3 que pour la plupart de pays PECO ont le dette publique et deficit public relativement limites. Seulement la Hongrie dépasse sérieusement le limite de 3,0 de déficit budgétaire arrive a

6,7% par rapport PIB. Dans le cas tchèque, le déficit budgétaire attende une limite de 3,2%, ceci se justifie par un effort important d'investissements publics. En 2006 le déficit public de la Pologne était 3,7 du PIB % (l'exécutif européen estimée pour la Pologne un déficit de 4%), en 2007 il était 3,4%, et on évalue que au vu des bonnes performances de l'économie polonaise il pourra descendre à 3,1% en 2008 et à 2,9% en 2009. Le 28 Novembre 2007 les ministères européens des Finances réunis à Bruxelles ont estimé⁴ que la Pologne n'a pas pris les mesures suffisantes pour réduire son déficit public sous 3% du PIB afin de se conformer au Pacte de stabilité et de croissance. La réforme du Pacte a introduit des dispositions que les Etats membres devraient opérer un ajustement structurel annuel de 0,5% du PIB au minimum. La Pologne est sous le coup d'une procédure de déficit excessif depuis 2004. Elle s'était engagée à réduire son déficit public mais dans l'ici le déficit est plus que le plafond de 3% PIB. La participation de l'Etat dans l'économie polonaise est évaluée à 25% du PIB, trois fois plus que la moyenne dans les pays de l'ancienne UE-15. En effet la Commission formule une recommandation modifiée, fixant à la Pologne une nouvelle date pour respecter le pacte. N'étant pas membre de la zone euro, la Pologne ne risque toutefois pas de sanctions financières pour non-respect du pacte, hormis d'éventuelles menaces sur l'attribution d'une partie de fonds de cohésion. En 2007 trois pays Peco avaient le excédent budgétaire: Lettonie, Estonie, Bulgarie. Certains pays de Peco: Pologne, Hongrie, Slovaquie, Slovénie ont entrepris des réformes de leur systèmes de retraite remplaçant en partie de systèmes de pension par répartition. Il en résulte une hausse du déficit budgétaire parce que de date 2007 Eurostat ne acceptait que les fonds de pension restent dans le secteur public et leur excédent venait en déduction du déficit public. Cette réforme augmentait d'1 à 2 points de PIB le déficit public de pays Peco que était partiellement difficile pour la Hongrie, la Pologne et la Slovaquie.

L'organisation de l'Euro 2012 en football sera confiée au tandem Pologne Ukraine. En connexions de cette événement sportif, la Pologne sera obligée de réaliser non seulement la construction d'infrastructure sportive, notamment de nouveaux stades ultramodernes, mais aussi mis à niveau des infrastructures routières, aéroport, chemin de fer, etc. que les économistes évaluent à 50 milliards d'euros pour la Pologne⁵. Ces nouvelles dépenses budgétaires pourront ralentir le rythme des réductions des déficits publics en Pologne afin de satisfaire les critères de Maastricht.

⁵ Les Echos Pologne, no 73 mai 2007, p. 12.

Tableau 5. Régime de change de pays PECO,

	Régime de change	Entre dans le MCE 2
Pologne	Flottant	pas annoncée
Hongrie	Change fixe par rapport à l'euro avec Bandes de de fluctuation +/- 15%	pas annoncée
Rep.Tcheque	Flottement administre	pas annonce
Slovaquie	Entrée dans le MCE 2	25 Novembre 2005
Slovénie	Entrée dans le MCE 2	28 Juin 2004–31 Décembre 2006
Estonie	Entrée dans le MCE 2	28 Juin 2004
Lettonie	Entrée dans le MCE 2	2 Mai 2005
Lituanie	Entrée dans le MCE 2	28 Juin 2004
Chypre	Entrée dans le MCE 2	2 Mai 2005
Malte	Entrée dans le MCE 2	2 Mai 2005

Source : source nationales et Banque centrale européenne

Avant de entre dans la zone euro, les pays PECO doivent adhère au mécanisme de change européen 2 (MCE2) – successeur du syteme monétaire européen et rester proche d'une valeur pivot sans dévaluer et sans tension. Pendant deux ans consécutifs les pays Peco doivent respectes stabilité de valeur de leur monnaie nationale et en effet doivent pratiquer une politique budgétaire restrictive. Le cours de devise du pays participe au mécanisme de Change Européen peut fluctuer dans une bande de plus ou moins 15% par rapport a un cours pivot, mais des accords particuliers conclus avec la Banque Centrale peuvent réduire la marge de fluctuation dans la fourchette de plus ou moins 2,25% (le cas du Danemark) Pour éviter qu'une adhésion au SME ne s'accompagne d'une crise économique en raison d'un taux de change fixe de manière irraeliste, le futurs membres avant l'adhésion doivent procède aux reformes économique indispensables. Trois pays: Slovénie, Estonie, Lituanie ont décide le 27 juin 2004 d'intégrer le mécanisme de change européen 2–MCE et ont maintenu un change fixe. Le cours pivot par rapport auquel les devises disposeront d'une marge de fluctuation maximale de plus ou moins 15% était fixe a 15,6466 couronnes pour l'»Estonie, 239,640 tolars pour la Slovénie et 3,45280 litas pour la Lituanie⁶. La Lettonie a dévalue de 7% son monnaie avant d'entrer, puis est restée en change fixe. En mai 2005 Chypre et Malte ont adhère au mécanisme de change européen 2–MCE, suivis en novembre 2005 de la Slovaquie. La Pologne, la République Tchèque et la Hongrie ont reporte leurs candidature a une date ultérieure. La Bulgarie, la Lituanie et la Lettonie ont plutôt maintenue un taux de change

⁶ P. Deloire, *L'Europe des 30 en Marche*, Paris 2007, p.225.

stable. Le taux de change stable leur assure des gains de compétitivité sur le marché internationale. Au contraire la Pologne Hongrie, la République Tchèque et la Slovaquie ont laissé leur taux de change réel s'apprécier pour réduire leur taux de inflation. Entrer au mécanisme de change européen 2 après une appréciation du taux de change de monnaie de pays PECO fait courir le risque de compétitivité dégradée. De autre côté dévaluer le monnaie avant d'entrer de système fait donc courir le risque de manquer l'objectif d'inflation

Au vue des valeurs de référence des critères de Maastricht en 2006 et 2007 rappelons que seule Slovaquie, Chypre, Malte et la République Tchèque remplissent tout les 5 critères

Lorsque un ou plusieurs Etats deviennent membres de l'Union européenne et que leurs banques centrales nationales entrent dans le SEBC le capital souscrit de la BCE ainsi que le plafond des avoirs de réserves de change pouvant être transférés à la BCE sont automatiquement augmentés. Le montant de l'augmentation est obtenu par la multiplication des montants respectifs alors en vigueur par le ratio, dans le cadre de la clé de répartition des souscriptions au capital élargi, entière la pondération des banques centrale nationales entrantes concernées et la pondération des banques centrales nationales qui sont déjà membres du SEBC (article 17. Acte relative aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque, et aux adaptations des traités sur lesquels est fondée l'union européenne).

Selon de théorie de zone monétaire optimale élaborée par Robert Mundell, une Union monétaire n'était concevable qu'entre des pays économiquement proches. Union monétaire et économique suppose que les pays membres aient à peu près le même cycle économique et les mêmes besoins en termes de taux de change et de taux d'intérêt. Dans une zone monétaire optimale ce sont les mouvements de prix et de salaires ou encore ceux de la main-d'œuvre ou de capitaux qui permettent d'ajuster les différentiels de compétitivité ou de productivité. Tout choc asymétrique de pays membres de Union puisse donc être absorbé sans recourir à des modifications de taux de change. La question on peut pose si les pays de PECO ont les mêmes structures économiques et le même cycle conjoncturel que les pays qui étaient entrés plutôt dans Union monétaire. On a dit que pour le moment les pays PECO ont structurellement besoin d'un taux d'intérêt plus élevé pour freiner la surchauffe et leur taux de change variable pour contrôler l'inflation et garder leur compétitivité.

Comme le premier pays PECO la Slovénie passée à l'euro le 1^{er} janvier 2007. La Slovénie a bénéficié de finances publique très saines, ce qui fut une bonne base à l'introduction de l'euro. La Banque Nationale de Slovénie arrangée un scénario de « big-bang » dans lequel la période de double circulation de monnaie nationale et euro était porte à 14 jours. Si l'on décide de le faire d'un coup, c'est une opération gigantesque de changement de la monnaie, il faut en quelques jours réécrire tous les comptes de banques et des entreprises, modifier tous les machines, etc. Chypre et Malte passée à l'euro le 1^{er} janvier 2008. La Lituanie prévoyait d'adopter l'euro le 1^{er} janvier 2007, mais le rapport de convergence établi par la Commission conclut cependant que le pays ne remplit pas à cette heure les condition nécessaire au passage à l'euro à cause de haute inflation. Le taux d'inflation était fixe à 2,70 alors que le lituanien s'élevé à 2,71. Selon le plan initiale de l'Estonie, le 1^{er} janvier 2007 était également la date visée pour le passage à euro, mais l'Estonie ne pas était de se conformer à temps aux critères de convergence et son gouvernement a donc décide de repousser sa date cible au 1^{er} janvier 2009. La Slovaquie a procède à l'adaptation de son plan de préparation à l'euro en 2005 et s'est fixée comme date d'entrée dans la zone euro le 1^{er} janvier 2009. La République Tchèque vise un passage à l'euro au 1^{er} janvier 2009 au et la Hongrie – 1^{er} janvier 2010. Les préparatifs en République Tchèque et Hongrie sont encore à un stade préliminaire. La République Tchèque remplit les critères de Maastricht, mais elle n'a pas décide d'appartenir au MCE II. La Hongrie ne remplit pas le critère de Maastricht lie au defict budgétaire – soit le double (6,1%) de 3% autorises, cela implique un effort important d'assainissement des finances publique sur quelques années. La Lettonie partageait à l'origine la date cible 2008, mais les autorités lettons ont récemment annonce de repousser cette date. La Bulgarie qui a adhère à l'UE le 1^{er} janvier 2007 envisage d'intégrer l'euro plus vite possible: des la moitié-2009. La Banque nationale de Bulgarie maintient le nouveau lev, déjà depuis longtemps relie au deutschemark, dans des conditions monétaires très rigoureuses (1 Euro – 1,95583 nouveau lev) qui devraient faciliter son entrée dans la zone euro. La Roumanie a commence une importante reforme de leu roumain en 2005 afin d'être capable d'intégrer l'euro en 2012 et son entrée probable dans le MCE II des 2009, deux ans après son adhésion à l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007. La Pologne n'a pas encore annonce de date – cible (tab. No 6). Néanmoins le nouveaux Premier ministre polonaise Donald Tusk a annonce que la Pologne va se prépare le plus vite possible à passer à l'euro et que cette but sera un axe prioritaire majeur. La monnaie unique a perdue près de 7% de sa valeur par rapport au zloty sur les deux dernières années. Cette évolution profitable pour

les importateurs, mais pose de difficultés aux exportateurs donc les organisations patronales polonaise lancent un appel aux autorités pour l'adaptation la plus rapide possible de l'euro.

Tableau 6. La date d'adaptations l'euro par le pays PECO

Date cible	Etats membres
1 ^{er} janvier 2007	Slovénie
1 ^{er} janvier 2008	Malta, Chypre,
1 er janvier 2009	Slovaquie, Estonie,
A demi 2009	Bulgarie
1 er janvier 2010	République Tchèque, Hongrie
1 er janvier 2012	La Roumanie
A redéfinir	Lettonie, La Lituanie, Pologne

Pendant la période de transition de l'introduction des billets et des pièces en euro les prix de nombreux produits ou services devront être libelles a la fois en euros et en monnaie nationale. Les opérateurs qui affichent ce label s'engagent à utiliser le taux officiel de conversion et à respecter les règles légales d'arrondi. Les taux de conversation d'une monnaie nationale en euros sont exprimes en six chiffres significatif.

La Slovénie a introduit euro sans aucun grand problème. Au début la Slovénie a eu un grand succès: le acceptation l'euro comme monnaie national a donnée nouvelle impulsion pour développement économique: en 2007 le croissance PIN était 7% et on prevoyee que dans sept années de cette tempo de croissance la Slovénie attendrai moyen niveau de development de UE 27. Mais à partir du mois d'avril 2007, l'inflation a augmente. Les analyses de la Commission européenne prévoyaient une augmentation de l'inflation de 0,3%, en réalité ce fut double. Actuellement l'inflation en Slovénie est presque 5%.

Selon l'enquête »Eurobaromètre« la population slovène était des plus enthousiastes envers le passage a l'euro parmi pays Peco: 64% personnellement heureux que l'euro remplace leur monnaie nationale contre 48% dans les nouveaux Etats membres⁷. Le schéma directeur de la Slovénie pour le passage a l'euro a été approuve par le Banque Centrale deux  ne avant: en janvier 2005. Une fois le taux de conversation fixe, le double affichage des prix en Slovénie a commenc e afin que les consommateurs se familiarisent avec la nouvelle monnaie. Depuis le 1 er mars 2006 était obligatoire double affichage du prix des

⁷ *Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen, au Comité Economique et social Européen au Comite des Régions et la Banque Centrale Européenne. Troisieme rapport sur la préparation pratique en vue du futur élargissement de la zone euro*, SEC (2006) 785, Bruxelles, le 22.06.2006.

marchandises et des services en euros et monnaie local – en tolars. Il conviendrait idéalement de maintenir le double affichage pendant une période de six à douze mois après la date du passage à l'euro. La réglementation slovène prévoit un grand nombre de dérogations à l'obligation du double affichage, par exemple pour les stations d'essence, les petites entreprises, les exploitants agricoles. Puisque la Slovaquie ne possédait pas de monnaie, les pièces étaient fabriquées à l'étranger et la monnaie de Finlande a été choisie pour fournir les euros. Afin d'éviter un afflux de numéraire national juste avant le jour du passage à l'euro, la date de paiements des pensions était avancée du 29 décembre au 22 décembre 2006.

Pologne jusqu'à présent a abstenu de fixer une date pour le passage à l'euro. Prenant en considération l'excès de déficit budgétaire de la Pologne à encore besoin de plusieurs années avant d'être en mesure de respecter le critère de convergence 3% par rapport de PIB. Le nouveau gouvernement polonais a modifié le budget 2008 adopté par le gouvernement précédent en vue de réduire le déficit de 3,4 milliards de zlotys. Les experts prévoient que l'adaptation de l'euro par la Pologne ne pourra se faire qu'en 2012–2013. Mais ce manque de date cible implique les incertitudes. La fixation d'une date cible crédible en Pologne peut être un instrument très important pour promouvoir le processus de convergence, développer un nouveau système financier ou comptable, préparer progressivement opérateurs publics et privés à un nouveau système monétaire. Les entreprises pourraient subir les effets négatifs de la diminution de leurs ventes à l'étranger à cause de l'appréciation progressive du zloty.

Pour le passage à l'euro il est nécessaire d'élaborer le propre système d'information et la Commission soutient diverses activités développées dans ce domaine par les autorités nationales (conférences, Expositions, programmes de jumelage). L'Estonie, la Lituanie et la Slovaquie ont adopté leurs stratégies de communication sur l'euro en 2005. Ils ont signé des accords de partenariats avec la Commission le 8 novembre 2005. Leurs compagnies de communications ont démarré telles activités comme: sites internet consacrés à l'euro, des publications, des messages visuels, etc. Chypre et Malte ont conclu un partenariat avec la Commission le 5 mai 2006. La Lettonie et la Slovaquie ont élaboré un premier projet de stratégie de communication mais la Pologne, République Tchèque et la Hongrie n'ont encore planifié d'activités d'information ni de communication⁸.

Les effets bénéfiques à attendre de la mise en place de l'Euro en pays PECO sont à peu près unanimement reconnus par les spécialistes. La répartition de ces bénéfices dépend de la manière dont les différents pays et leurs agents économiques s'adapteront à la nouvelle

⁸ *Communication de la Commission au Conseil, au Parlement Européen, au Comité Economique et Social et au Comité des Régions et à la Banque Centrale Européenne (op. cit.), page 11,12.*

situation. Mais les politiques de désinflation et d'assainissement des finances publiques peuvent provoquer pendant quelques années une faible croissance. On espère cependant que, par la suite, les effets bénéfiques d'une monnaie unique permettront une relance durable de l'économie. Il s'agit donc d'accepter moins de croissance et d'emploi aujourd'hui pour en avoir davantage demain. Prend en considérations de expériences de 12 pays membres de la zone Euro nous pouvons établir les avantages suivants pour le pays PECO de participation à l'UEM:

1. Diminutions des coûts de transaction entre les pays de la zone Euro et les nouveaux états membres. La suppression des taux de change a deux effets : d'une part éliminer les vrais coûts des transaction – entre 0,3% et 0,4% du PIB déversent en commission par les entreprises et les particuliers – d'autre part disparition la rente des banques.
2. Réductions du degré d'incertitude lie au taux de change des monnaies de chacun des pays PECO, cela devrait améliorer la qualité de l'information donnée aux consommateurs comme aux entreprises. Euro garantira plus grande sécurité du commerce et des circulation de capitaux entre nouveaux pays membres et 15 membres de l'UE sur le Marche Unique. Les effets de la monnaie unique se remarqueront plus chez les entreprises de pays PECO développant une activité à l'international, en particulier les corporation multinationales. Le passage à l'euro apportera à ces entreprise non seulement une réductions des coûts de transaction dans les options commerciales et financières mais aussi une diminution de l'incertitude dans la planification stratégique. La réduction du risque du taux de change sera hautement bénéfique aussi à Petites et Moyennes Entreprises de PECO qui pourront multiplier les ventes de produits et de services aux clients étranger.
3. Meilleure transparence des prix entre les états membres de la zone Euro et les nouveaux états membres. Fixation des prix par le business en fonction du niveau de prix aux pays partenaires. Avec la disparition des fluctuations des devises de prix en pays PECO mèneront à leur convergence à zone Euro. Lorsque tous les prix des biens des pays PECO seront marqués en Euros, cela entraînera une augmentation de la concurrence dans le marche' unique. Les filiales des multinationales fonctionnent en PECO devront faire face au nivellement international avec l'Euro et l'augmentation de la concurrence. Le comparaison des prix des produits et services entre 12 état membres de zone Euro et les Peco provoquera une augmentation de la concurrence et en long terme la pression des consommateurs pour des prix toujours plus bas.

4. Introduction Euro par pays PECO équilibrera mieux leurs finances publiques. Les pays Peco gagneront grâce a Euro plus grande stabilité' macro économique par l'harmonisation de la politique monétaire et des taux d'intérêt. La réduction des déficits budgétaires se traduira par une moindre demande de financement sur le marche' financier européen et donc a la baisse des taux d'intérêt. La baisse des taux d'intérêt exercerait plusieurs effets favorable dans le économies de pays Peco: une relance de la consommation via les effets de richesse et surtout de l'investissement.
5. Stabilité des prix de pays PECO. Les contrats conclurent dans le environnement de stabilité des prix et sans risque de change de cours de la monnaie national seront moins coûteux pour le business de pays PECO. Si la BCE contrôle l'inflation, l'UE améliorera efficacité' économique de marche pays PECO qui participe dans zone Euro
6. L'euro est aujourd'hui la deuxième devise internationale en ordre d'importance derrière le dollar amercian, donc l'euro de pays PECO seront devenir aussi une monnaie internationale. A la fin 2006, plus d'un quart des réserves de change mondiales étaient détenues en euro, contre 18% en 1999. D'ailleurs 24,8% des exportations mondiales sont factures en euro, contre 52% en dollar, car la devise américaine demeure la monnaie de facturation du pétrole et de la plupart des matières premières ainsi que des industries aéronautique, électronique et informatique. La part de ' l'euro sur les marchés internationaux des titres de créance (pour émettre des emprunts public et privés) était d'environ un tiers, tandis que le dollar amercian représentait 44%⁹. Avec sa monnaie unique, la zone euro s'affirme comme une région attrayante pour les activités commerciales des pays tiers, ce qui favorise les affaires et l'investissement. On peut aussi attendre disparition des pressions spéculative face aux autres monnaies dues a'importance de l'Euro que va substitue a plusieurs monnaies de pays PECO.
7. Grâce a Euro la création d'un marche' financier élargi permet aux entreprises d'accède a' des capitaux plus abandons dans les pays de 15 et a la baisse des taux d'intérêt moins coûteux.

D'autre cote on dit que les critères de convergence nominale sont inappropriés à des nouveaux états membres de l'UE. Compte tenu des disequibre spécifiques que présentent les économies en transition, les critères de convergence envisagée pour le membre de UE – 15 ne semblent pas, de tout façon, les plus adapte pour pays de PECO. Alors les économiste posent un question: faut-il imposer aux entrants des PECO les règles que les membres actuel

⁹ A. Gauthier, *La construction européenne*, Poitiers 2005, p. 229.

de Union Economique et Monétaire ne vérifient pas toujours¹⁰. La tentation est forte pour les pays d'Europe centrale et orientale de hâter le processus afin de profiter des effets bénéfiques promis par la théorie économique de zone monétaire optimale. Néanmoins l'entrée à l'Union Monétaire a été refusée en 2006 en cas de Lituanie, qui dépassait un peu la limite d'inflation, le mois de l'examen. La Commission Européenne se méfie des risques d'instabilité économique et financière de Lituanie qui avait de forts déficits extérieurs et une forte croissance du crédit

On peut s'attendre à des inconvénients suivants à l'adhésion à l'UEM et à la liquidation de la frontière monétaire;

1. Impossibilité de réaliser les politiques monétaires aux niveaux nationaux. L'adhésion à la zone euro signifie que le nouveau Etat membre aura perdu sa souveraineté monétaire en acceptant de déléguer à la Banque Centrale Européenne la responsabilité de fixer des taux d'intérêt et de mettre en circulation le billet national. Aucun Etat de PECO après l'adhésion à la zone Euro ne pourra pas changer de manière individuelle les taux de change pour répondre aux crises économiques temporaires ni modifier de manière unilatérale des taux d'intérêt nationaux
2. La crainte d'augmentation des prix constitue une des raisons principales du manque d'enthousiasme envers le passage à l'euro dans les pays PECO. Même si les données statistiques indiquent clairement que l'impact sur les prix a été marginal dans les pays de l'UEM¹¹ on observe une divergence entre la perception de la société de pays PECO et la réalité. L'expérience des pays de la première vague indique que la conclusion d'accords formels entre les détaillants et les consommateurs sur le respect de la stabilité des prix au cours du passage à l'euro (sous forme de codes de conduite) est la plus effective à cet égard. Afin d'éviter de utiliser le passage à l'euro comme un prétexte à des hausses de prix excessives, l'Association des consommateurs de Slovaquie surveillait l'évolution des prix dans le commerce de détail et il publiait dans les médias les noms des détaillants qui ont augmenté les prix de manière excessive au cours de la période de transition. De plus la Lettonie planifie actuellement une campagne en faveur de pratiques commerciales loyales, les entreprises lituaniennes seront encouragées à adopter le code de bonne pratique commerciale, un code éthique volontaire est aussi en préparation en Slovaquie.

¹⁰ S. Schadler *et al.*, *Adopting the Euro in Central Europe*, IMF Occasional Paper, no 234.

¹¹ Eurostat juin 2003, http://epp.eurostat.ec.eu.int/cache/ITY_Public/2-18062003-AP/EN/2

3. L'appréciation de l'euro par rapport le dollar mène a baisse des parts de marche mondiale pour les exportateurs de pays membres. Le cours de l'euro est passe d'un plus bas de 0,84 dollar en 2000 a plus que 1,5 en 2008. A cause de cette appréciation les exportateurs de pays de zone euro ont perdue des parts de marche mondiale. Selon le estimation de demande internationale, en 2002–2003 la zone euro aurait perdue des parts de marche mondiale a hauteur de 1,8% en 2002 et de 6,4% en 2003. Au total, depuis deux ans, les pertes des exportations de producteurs de pays de l'UEM hors zone euro due d'appréciation de l'euro dans le produit intérieur brut de pays membres, représenterait un manque a gagner d'environ 1,1% sur leur croissance économique¹².
4. Nécessiter de limiter de manière substantielle au niveau national de pays Peco l'utilisation de politiques fiscales expansives. Donc probabilité' d'existence de problèmes de chômage conjecture qui seront difficiles a' combattre étant donnée la perte de souveraineté' en matière de politique monétaire. Il sera donc nécessaire d'opérer un transfert de richesses de les plus riches 15 état membres de l'UE vers les zones et les pays moins favorisées de nouveaux d'état nombres qui passe pas le deconiunctuire economique.
5. Dans les PECO les mécanismes d'économie marche est jeunes et ils fonctionnent correctement pas plus que 10–15 années. D'ailleurs l'institutionnalisme montre que les institutions jouent un rôle fondamental dans le bon fonctionnement de chaque économie pour le réglementation de marches, de stabilisation et légitimation des marches etc. Les risques de déstabilisation des marches sont également plus important pour des pays PECO en transition que pour des développes pays UE 15. La nécessite de garder une marge des manœuvre est particulièrement cruciale en matière d'inflation et politique de restructuration economique. Il semble aussi nécessaire que chaque pays PECO doit continuer à disposer d'instruments de reglage que lui permettant de réduire la durée des phases descendantes des cycles. Une fois l'euro adopte les pays se priveront d'une levier de politique eonomique bien plus nécessaire pour de pays en transition que pour des pays de zone Euro aux les institutions sont plus matures.

De manière générale nous pourrions affirmer que élimination de frontière monétaire en Europe apportera plus des avantages que desavanatage pour l'ensemble tout les pays de PECO que ont décide de participe dans la zone Euro. En somme l'analyse standard tendent a montrer que l'adaptation de l'euro permettrait a la Pologne de gagner un point de pourcentage

¹² *L'euro, une monnaie forte?* Problèmes économiques, mercredi 31 mars 2004, bimensuel 2848, p 6.

de croissance par un an sur 20 ans et 2 points pour les autres plus petit pays PECO¹³. Ce supplément de croissance résulterait principalement: d'une intensification des échanges commerciaux avec l'EU-15 et d'une plus forte concurrence; la suppression du risque de change et la réduction des coûts de transaction; une nouvelle impulsion a l'entrée d'investissements directs étrangers; se financer plus facilement son agents économiques, tant public que prives et a un coût moindre sur les marches européenne.

¹³ *Les PECO sont-ils bienvenus dans la zone euro ?* Problèmes économiques , merredi 20 décembre, 2006, no 2913, p.30.